



BP 50166
76204 DIEPPE CEDEX
Tel : 02 32 90 20 25

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE LA RÉGION DIEPPOISE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 JUN 2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-deux, le vingt-huit juin à dix-huit heures, le Conseil communautaire, légalement convoqué le vingt-deux juin deux mil vingt-deux, s'est réuni en la commune d'Arques-la Bataille, sous la présidence de Monsieur Patrick BOULIER.

Présents : Patrick BOULIER, Jean-Jacques BRUMENT, Marie-Luce BUICHE, Florent BUSSY, Frédéric CANTO, Emmanuelle CARU-CHARRETON, Yoann COLLIN, Olivier DE CONIHOUT, Marie-Laure DELAHAYE, Isabelle DUBUFRESNIL, Maryline FOURNIER, François GARRAUD, André GAUTIER, Jean-Claude GROUT (à partir de la question n°28), Pascale GUILBERT, Sarah KHEDIMALLAH, Nicolas LANGLOIS, François LEFEBVRE (jusqu'à la question n°14), Daniel LEFEVRE, Laëtitia LEGRAND, Christophe LOUCHEL (à partir de la question n°2), Alain MARATRAT, Carole MAUVIARD, Joël MENARD, Annie OUVRY, Nathalie PARESY (à partir de la question n°28), Isabelle POULAIN, Julien PRIEUR-DAMECOUR et Frédéric WEISZ.

Absents : Bérénice AMOURETTE (donne procuration à Julien PRIEUR-DAMECOUR), Annick BEURAIN (donne procuration à Frédéric CANTO), Antoine BRUMENT (donne procuration à Jean-Jacques BRUMENT), Luc DESMAREST (donne procuration à Marie-Luce BUICHE), René DESPREZ (donne procuration à Yoann COLLIN), Jean-Henri DUFILS (donne procuration à Sarah KHEDIMALLAH), Marie-Laure DUFOUR (suppléée par Julien PRIEUR-DAMECOUR), Dominique GARCONNET, Jean-Claude GROUT (de la question n°1 à 27 et donne procuration à Marie-Laure DELAHAYE), Laurent HAMELIN, Brigitte HAMONIC (donne procuration à Frédéric WEISZ), Sébastien JUMEL (donne procuration à Nicolas LANGLOIS), François LEFEBVRE (à partir de la question n°15 et donne procuration à Florent BUSSY), Christophe LOUCHEL (à la question n°1), Nathalie PARESY (de la question n°1 à 27), Dominique PATRIX (donne procuration à Nathalie PARESY à partir de la question n°28), Annie PIMONT, Patricia RIDEL (donne procuration à François GARRAUD), Stéphanie ROBY (donne procuration à Joël MENARD), Guy SENECAL (donne procuration à Nicolas LANGLOIS), Véronique SENECAL (donne procuration à Laëtitia LEGRAND) et Imelda VANDECANDELAERE (donne procuration à René DESPREZ).

Secrétaire de séance : Sarah KHEDIMALLAH.

| Nombre de membres Mandat 2020/2026 | |
|---------------------------------------|----|
| Composant le conseil : | 46 |
| En exercice : | 46 |
| Présents : | 28 |
| Procurations : | 15 |
| Votants : | 43 |

FINANCES

BUDGET ANNEXE ZAE 2022 – Reprise sur provision pour risque de non encaissement des loyers de la société MALAGROUP et admission en non-valeur des créances éteintes

EXPOSE DES MOTIFS

Par délibération n° 27-06-17/06 du 27 juin 2017, le Conseil communautaire a constitué une provision semi-budgétaire d'un montant de 10 950 € pour risque de non encaissement des loyers de la société MALAGROUP en liquidation judiciaire instruite par Maître LEBLAY.

Les créances de cette société sont devenues irrécouvrables suite au jugement de clôture pour insuffisance d'actif prononcé par le Tribunal de Commerce de Dieppe le 19 février 2021.

Les créances éteintes sont celles pour lesquelles le recouvrement ne peut en aucun cas être repris, dans la mesure où l'impossibilité du débiteur à payer ses dettes a été constatée par un juge dans le cadre d'une procédure collective. Le comptable a satisfait à l'ensemble de ses obligations et plus aucune action de recouvrement n'est possible.

Il est donc proposé d'effectuer une reprise de la provision semi-budgétaire, de déclarer irrécouvrables et d'admettre en créances éteintes les titres de recettes non recouvrés.

PAR CES MOTIFS

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2002 modifié, portant création de la Communauté d'Agglomération de la Région Dieppoise,

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération de la Région Dieppoise,

VU l'instruction budgétaire M14, relative aux opérations budgétaires et comptables des communes et de leurs établissements publics,

VU sa délibération n° 27-06-17/06 du 27 juin 2017 décidant de constituer une provision semi-budgétaire d'un montant de 10 950 € pour risque de non encaissement des loyers de la société MALAGROUP en liquidation judiciaire instruit par Maître LEBLAY,

CONSIDERANT les justificatifs présentés par le comptable de Dieppe-Maritime à l'appui de la demande d'admission en créances éteintes des titres de recettes énumérés dans le dispositif ci-après,

SUR le rapport de M. le Président,

APRES en avoir délibéré,

PAR un premier vote,

A l'unanimité,

DECIDE de ne pas siéger à huis-clos,

PAR un second vote,

A l'unanimité,

DECIDE la reprise totale de la provision semi-budgétaire pour risque de non encaissement des loyers de la société MALAGROUP,

DIT que le montant de la reprise de 10 950 € sera imputé à l'article 7817 « Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs circulants »,

DECIDE de déclarer irrécouvrable et d'admettre en créances éteintes les titres de recettes désignés ci-dessous :

| Exercice | N° du titre | Objet du titre | Montant | Justification d'admission en non-valeur |
|--------------|-------------|----------------------------------|-------------------|---|
| 2016 | 254 | Loyers et charges septembre 2016 | 1 960,74 € | Clôture pour insuffisance d'actifs |
| 2016 | 256 | Loyers et charges août 2016 | 379,50 € | Clôture pour insuffisance d'actifs |
| 2016 | 264 | Loyers et charges novembre 2016 | 1 960,74 € | Clôture pour insuffisance d'actifs |
| 2016 | 266 | Loyers et charges décembre 2016 | 1 960,74 € | Clôture pour insuffisance d'actifs |
| 2016 | 275 | Loyers et charges octobre 2016 | 1 960,74 € | Clôture pour insuffisance d'actifs |
| Total | | | 8 222,46 € | |

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

Pour extrait certifié conforme au registre,



Le Président,

Patrick BOULIER

Acte exécutoire en application de la loi du 2 mars 1982 modifiée.

Transmis au contrôle de légalité le

Affiché le

Notifié le

Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-247600786-20220628-28-06-22-44-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/07/2022

Affichage : 01/07/2022